

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

Suppl. al N. 214

Torino, 2 Settembre

1861

PARTE UFFICIALE

TORINO, 2 SETTEMBRE 1861

ALLEGATI ALLA LEGGE N. 64.

(Vedi la Gazzetta dell'11 scorso luglio, n. 168)

CONVENTION SANITAIRE

Paris 3 février 1852.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche; Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles; Sa Majesté la Reine des Espagnes; Sa Sainteté le Pape; le Prince Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande; Sa Majesté le Roi de la Grèce; Sa Majesté la Reine du Portugal et des Algarves; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-Duc de Toscane; Sa Hautesse l'Empereur de Turquie;

Étant également animés du désir de sauvegarder la santé publique dans leurs États respectifs, et de faciliter, autant qu'il dépend d'eux, le développement des relations commerciales et maritimes dans la Méditerranée; Et ayant reconnu qu'un des moyens les plus efficaces pour atteindre ce résultat était d'introduire la plus grande uniformité possible dans le régime sanitaire observé jusqu'ici, et d'alléger ainsi les charges qui pèsent sur la navigation, ont chacun dans ce but, chargé deux délégués réunis en conférence à Paris, de discuter et poser les principes sanitaires sur lesquels ils ont senti le besoin de s'entendre.

Le travail de la conférence ayant été approuvé par eux, ils ont résolu de négocier une Convention spéciale suivie d'un Règlement sanitaire international, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, M. Magnetto chevalier de l'Ordre des S. S. Maurice et Lazare, et de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Consul général de Sardaigne à Lyon; et M. Ange Bo chevalier de l'Ordre des S. S. Maurice et Lazare, Officier de la Légion d'Honneur, Président de l'Académie Royale de médecine et des sciences naturelles de Gènes et professeur de médecine à l'Université de la même ville;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles, Sa Majesté la Reine des Espagnes, Sa Sainteté le Pape;

Le Prince Président de la République Française, M. Louis-Félix-Etienne Marquis Turgot, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, chevalier de l'Ordre Royal de St. Ferdinand d'Espagne de deuxième classe, Ministre au département des Affaires Étrangères;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande,

Sa Majesté le Roi de la Grèce,

Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves,

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,

Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduc Grand-Duc de Toscane,

Sa Hautesse l'Empereur de Turquie;

Lesquels, après s'être communiqué leurs plénipouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de se prémunir sur leurs frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, elles conviennent en principe:

1. D'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra les mesures sanitaires qui seront spécifiées dans les articles ci-après.

2. De considérer comme obligatoire pour tous les bâtiments la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le Règlement sanitaire international annexé à la présente Convention:

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité, devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu toutefois, 1. que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents, ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés et ne compromettront, dans aucun

cas, le pays de provenance; 2. que jamais aucune mesure sanitaire n'ait jusqu'à repousser un bâtiment quel qu'il soit.

Art. 2. L'application des mesures de quarantaine sera réglée à l'avenir d'après la déclaration officiellement faite par l'autorité sanitaire instituée au port de départ, que la maladie existe réellement.

La cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable que la maladie est éteinte, après, toutefois, l'expiration d'un délai fixé à trois jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

Art. 3. À partir de la mise à exécution de la présente Convention, il n'y aura plus que deux patentes: la patente brute et la patente nette; la première pour la présence constatée de maladie; la seconde, pour l'absence attestée de maladie. La patente constatant l'état hygiénique du bâtiment. Un bâtiment en patente nette, dont les conditions seraient évidemment mauvaises et compromettantes, pourra être assimilé, par mesure d'hygiène, à un bâtiment en patente brute et soumis au même régime.

Art. 4. Pour la plus facile application des mesures quarantaines, les Hautes Parties contractantes conviennent d'adopter le principe d'un minimum et d'un maximum.

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à dix jours pleins et le maximum à quinze.

Dès que le Gouvernement Ottoman aura complété dans les termes prévus par le règlement annexé à la présente Convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des médecins européens auront été établis, à la diligence des Gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient en patente nette seront admises en libre pratique dans tous les ports des Hautes Parties contractantes. En attendant, il est convenu que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médecin sanitaire, et après dix jours, quand ils n'en auront pas.

Le droit est réservé aux pays, les plus voisins de l'Empire Ottoman, tout en continuant leur régime quarantainier actuel de prendre, dans certains cas, telles mesures qu'ils croiront indispensables pour le maintien de la santé publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune, et lorsqu'il n'y aura pas eu d'accident pendant la traversée, le minimum sera de cinq jours pleins et le maximum de sept jours.

Ce minimum pourra être abaissé à trois jours lorsque la traversée aura duré plus de trente jours, et si le bâtiment est dans de bonnes conditions d'hygiène. Quand des accidents se seront produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours et le maximum de quinze.

Enfin, pour le choléra, les provenances des lieux où règne cette maladie, pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée; quant aux provenances des lieux voisins ou intermédiaires notablement compromis, elles pourront aussi être soumises à une quarantaine d'observation de trois jours, y compris la durée de la traversée.

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et contre toutes les maladies.

Art. 5. Pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées en trois classes; la première pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications; la seconde, pour celles assujetties à une quarantaine facultative; la troisième enfin pour les marchandises exemptées de toute quarantaine.

Le règlement sanitaire international spécifiera les objets et marchandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable, en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra.

Art. 6. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à maintenir ou à créer pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets soumis à quarantaine, le nombre de lazarets réclamé par les exigences de la santé publique, par le bien-être des voyageurs et par les besoins du commerce, le tout dans les termes énoncés par le règlement sanitaire international.

Art. 7. Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires, et pour n'imposer à la navigation de leur États respectifs que les charges nécessaires pour couvrir simplement leurs frais, les Hautes Parties contractantes, sous la réserve des exceptions prévues dans le règlement sanitaire international, arrêtent en principe:

1. Que tous les navires, arrivant dans un port, paieront, sans distinction de pavillon, un droit sani-

taire proportionnel sur leur tonnage;

2. Que les navires soumis à une quarantaine paieront, en outre, un droit journalier de station;

3. Que les personnes qui séjourneront dans les lazarets paieront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements;

4. Que les marchandises déposées et déchargées dans les lazarets seront assujetties à une taxe au poids ou à la valeur.

Les droits et taxes mentionnés dans le présent article, seront fixés par chaque Gouvernement et communiqués aux autres Parties contractantes.

Art. 8. Afin d'amener également la plus grande uniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les Hautes Parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique dans les ports de leurs États qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable, nommé et rétribué par le Gouvernement, et assisté d'un Conseil représentant les intérêts locaux. Il y aura, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sanitaire qui sera réglé par les Gouvernements respectifs.

Dans tous les ports où les Puissances contractantes entretiennent des Consuls, un, ou plusieurs de ces Consuls pourront être admis aux délibérations des Conseils sanitaires pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Toutes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ce pays sera invité à se rendre au Conseil et entendu dans ses observations.

Art. 9. L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le règlement international sanitaire annexé à la présente Convention.

Art. 10. La faculté d'accéder à la présente Convention et à son annexe est expressément réservée à toutes les Puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'elle leur imposent.

Art. 11. La présente Convention et le règlement sanitaire international y annexé auront force et vigueur pendant cinq années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui la concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art. 12. Il est bien entendu que les Hautes Puissances contractantes s'engagent réciproquement les unes envers les autres pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente Convention dont le protocole demeurera ouvert à la signature des Plénipotentiaires respectifs.

Art. 13. La présente Convention et son annexe seront ratifiées suivant les lois et usages de chacune des Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention ainsi que son annexe, et y ont apposé le cachet de leurs Armes.

Fait et conclu à Paris le 3 février 1852.

Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne

(L. S.) G. MAURITTO — (L. S.) D. ANGELO BÙ.

Le Ministre des affaires Étrangères de France

(L. S.) M. TURCOT.

ANNEXE

Règlement sanitaire international.

Conformément aux principes posés dans la Convention sanitaire qui précède, les Hautes Parties contractantes ont adopté le règlement général suivant pour être observé dans tous leurs ports de la Méditerranée et de la Mer Noire, et servir de base aux règlements particuliers de chaque pays; ces règlements, dont les Gouvernements respectifs se communiqueront le texte, seront formulés de manière à établir dans le service sanitaire des différents pays la plus grande uniformité possible.

TITRE I. — Dispositions générales.

Art. 1. Conformément à l'art. 1 de la Convention, les mesures de précaution qui pourront être prises sur les frontières de terre seront:

1. L'isolement;

2. La formation des cordons sanitaires;

3. L'établissement des lazarets permanents ou temporaires pour l'accomplissement des quarantaines.

Art. 2. Le droit accordé à tout port sain de se prémunir contre un bâtiment suspect ou malade

pourra aller jusqu'à l'isolement du navire et l'adoption des mesures hygiéniques que les circonstances rendraient nécessaires.

Art. 3. Quel que soit le nombre des malades qui se trouveront à bord et la nature de la maladie, un navire ne pourra jamais être repoussé, mais il sera assujéti aux précautions que commande la prudence, tout en conciliant les droits de l'humanité avec les intérêts de la santé publique.

Dans les ports qui n'ont pas de lazarets, l'administration sanitaire locale déterminera si le bâtiment suspect ou malade doit être dirigé sur un lazaret voisin, ou peut rester au mouillage dans un lieu réservé et isolé sous la garde de l'autorité sanitaire.

Il ne pourra être dirigé sur un autre lazaret qu'après avoir reçu les secours et soins, que réclamerait son état ou celui de ses malades, et avoir obtenu les moyens de continuer sa route.

Art. 4. La peste, la fièvre jaune et le choléra étant, d'après la Convention, les seules maladies qui entraînent des mesures générales et la mise en quarantaine des lieux de provenance, les précautions prises contre les autres maladies, quelles qu'elles soient, ne s'appliqueront jamais qu'aux seuls bâtiments suspects ou malades.

TITRE II. — Mesures relatives au départ.

Art. 5. Les mesures relatives au départ comprendront l'observation, la surveillance et la constatation de l'état sanitaire du pays; la vérification et la constatation de l'état hygiénique des bâtiments qui en partent, de leurs cargaisons et vivres, de la santé des équipages, des renseignements, quand il y a lieu, sur la santé des passagers, et enfin les patentes de santé, et tout ce qui s'y rapporte.

Art. 6. Ces observations, surveillance, constatation et vérification seront confiées aux autorités ci-après désignées (titre VIII).

Art. 7. Tout bâtiment doit être, avant le chargement, visité par un délégué de l'autorité sanitaire et soumis, s'il y a lieu, aux mesures hygiéniques jugées nécessaires.

Art. 8. Le bâtiment sera visité dans toutes ses parties, et son état hygiénique constaté.

Art. 9. Le chargement ne pourra avoir lieu qu'après cette visite et l'accomplissement des mesures préalables de propreté et de salubrité que l'autorité sanitaire jugera indispensables.

Art. 10. L'autorité s'enquerra de l'état des vivres et boissons, et en particulier de l'eau potable et des moyens de la conserver. Elle pourra s'enquérir aussi des vêtements de l'équipage et, en général, de toutes les mesures relatives au maintien de la santé à bord.

Art. 11. Les capitaines et patrons seront tenus de fournir à cet égard à l'autorité sanitaire tous les renseignements et toutes les justifications qui leur seront demandés.

Art. 12. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire et ne se croit pas suffisamment éclairée par le capitaine, il pourra être procédé à une nouvelle visite après le chargement du navire, afin de s'assurer si toutes les précautions sanitaires et hygiéniques prescrites ont été observées.

Art. 13. Les hommes de l'équipage seront visités par un médecin. L'embarquement de ceux qui seraient atteints d'une affection transmissible pourra être refusé par l'autorité sanitaire.

Art. 14. Ces diverses visites devront être faites sans délai et de manière à éviter tout retard aux bâtiments.

Art. 15. À l'égard des navires portant un pavillon autre que celui des pays dans lesquels ils ont mouillé, la visite et les constatations prescrites par les articles 9 à 14 inclusivement, seront faites par l'autorité sanitaire, de concert avec le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle appartient le navire.

Art. 16. Le nombre des passagers à embarquer sur les navires à voiles ou à vapeur, l'étendue de leurs logements et la quantité des approvisionnements de bord, suivant la durée probable du voyage, seront déterminés par des règlements particuliers dans les divers pays signataires de la Convention du 19 décembre.

Art. 17. Les bâtiments de la marine militaire ne seront pas assujéti aux dispositions des articles précédents.

Art. 18. Les bâtiments affectés au transport des personnes, quel que soit leur tonnage, et tous les bâtiments d'une certaine capacité ou dont l'équipage se compose d'un certain nombre d'hommes, seront tenus de se munir d'un coffre avec les médicaments les plus indispensables et les appareils les plus ordinaires pour le traitement des maladies et pour les accidents qui arrivent le plus fréquemment à bord des navires.

L'administration sanitaire supérieure de chaque pays fera rédiger le catalogue de ces médicaments et appareils, ainsi qu'une instruction détaillée sur la manière de les employer.

Art. 19. Les patentes de santé ne seront délivrées à l'avenir qu'après l'accomplissement des formalités spécifiées dans le présent règlement.

Art. 20. Seront, en temps ordinaire, dispensés de se munir d'une patente de santé : 1. les bateaux-pêcheurs ; 2. les bateaux-pilotes ; 3. les chaloupes du service des douanes et les bâtiments garde-côtes ; 4. les navires faisant le cabotage entre différents ports du même pays et qui seront déterminés par les règlements locaux.

Art. 21. Chaque bâtiment ne pourra avoir qu'une seule patente.

Art. 22. Les patentes de santé seront délivrées au nom du Gouvernement territorial par l'autorité sanitaire, pourront être visées par les consuls, et feront foi dans tous les ports des Hautes Parties contractantes.

Art. 23. Outre le nom du navire et celui du capitaine ou patron, et les renseignements relatifs au tonnage, aux marchandises, aux hommes d'équipage, aux passagers etc., la patente mentionnera exactement l'état sanitaire du lieu, tel qu'il résulte des renseignements recueillis par l'autorité sanitaire et l'état hygiénique du bâtiment.

Art. 24. Si y a des malades à bord, il en sera fait mention.

La patente devra contenir enfin tous les renseignements qui peuvent éclairer l'autorité sanitaire du port de destination et la mettre à même de se faire une idée aussi exacte que possible de la santé publique au point de départ et environs, de l'état du navire et de sa cargaison, de la santé des équipages et de celle des passagers.

Sont considérés comme environs les lieux en rapport habituel avec le port de départ, et faisant partie de la même circonscription sanitaire.

Art. 24. La patente sera, pour toutes les nations contractantes, conforme au modèle annexé au présent règlement.

Art. 25. Lorsqu'il régnera, au point de départ ou aux environs, une des trois maladies réputées importables et transmissibles, et que l'autorité sanitaire en aura déclaré l'existence, la patente donnera la date de cette déclaration.

Elle donnera de même la date de la cessation ; quand cette cessation aura été constatée.

Art. 26. Conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention, la patente ne pouvant être que nette ou brute, l'autorité sanitaire devra toujours se prononcer sur l'existence ou la non existence de la maladie au point de départ. Le doute sera interprété dans le sens de la plus grande prudence et la patente sera brute.

Art. 27. Sauf le système des Teskérés tant qu'il sera jugé nécessaire dans l'Empire Ottoman, il ne sera pas exigé de bulletins de santé individuels pour les passagers et les hommes d'équipage.

Toutefois, l'autorité sanitaire pourra exiger, pour ceux des passagers dont la santé serait suspecte et pourrait devenir compromettante, le certificat d'un médecin connu, à ce autorisé, et il en sera fait mention sur la patente.

L'autorité sanitaire pourra même s'opposer à l'embarquement d'un passager dont la santé serait compromettante pour les autres.

Art. 28. La patente de santé ne sera considérée comme valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ.

Si le départ est retardé, la patente devra être visée par l'autorité qui l'a délivrée, laquelle mentionnera si l'état sanitaire est resté le même ou s'il a éprouvé quelque changement.

Art. 29. Elle ne cessera pas d'être considérée comme nette lors même que, dans le lazaret du pays, existeraient un ou plusieurs cas d'une maladie réputée transmissible et importable.

TITRE III. — Mesures sanitaires pendant la traversée.

Art. 30. Tout bâtiment en mer devra être entre-tenu en bon état d'aération et de propreté.

A cet effet, chacune des nations contractantes fera rédiger, dans le plus bref délai, une instruction pratique et suffisamment détaillée prescrivant les mesures de propreté et d'aération à observer en mer.

Art. 31. Les capitaines et patrons seront tous munis de cette instruction et devront s'y conformer, autrement ils pourraient être considérés, à l'arrivée, comme étant en patente brute et traités en conséquence.

Art. 32. Les bâtiments à vapeur assujettis à la patente, qui se livrent au transport des voyageurs, seront tenus d'avoir un médecin sanitaire à bord. Ce médecin aura pour mission spéciale de veiller à la santé des équipages et voyageurs, de faire prévaloir les règles de l'hygiène et de rendre compte à l'arrivée des circonstances du voyage.

Il sera tenu, en outre, de consigner avec exactitude et, autant que possible, jour par jour, sur un registre ad hoc toutes les circonstances qui peuvent être de nature à intéresser la santé publique, en notant, avec un soin tout particulier, les maladies observées, les simples accidents mêmes, ainsi que le traitement appliqué et ses suites.

Le mode de nomination des médecins de bord sera déterminé par les Gouvernements respectifs.

Art. 33. A défaut de médecins, les renseignements relatifs à la santé seront recueillis par le capitaine ou patron et inscrits par lui sur son livre de bord.

Il sera tenu note exacte de toutes les communications arrivées en mer, pour en être rendu compte à l'arrivée.

Art. 34. Tout capitaine ou patron qui relâchera dans un port et y entrera en communication, sera tenu de faire viser sa patente par l'autorité sanitaire et, à défaut de celle-ci, par l'Administration chargée de la police locale.

Art. 35. Il est interdit aux autorités sanitaires de retenir dans les ports de relâche la patente délivrée au point de départ.

Art. 36. En cas de décès arrivé en mer, après une maladie de caractère suspect, les effets d'habillement et de literie qui auraient servi au malade dans le cours de cette maladie seront brûlés, si le navire est au mouillage, et, s'il est en route, jetés à la mer, avec les précautions nécessaires pour qu'ils ne puissent surnager.

Les autres effets du même genre dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront immédiatement soumis à l'événement ou à toute autre purification.

TITRE IV. — Mesures sanitaires à l'arrivée.

Art. 37. Tout bâtiment sera à l'arrivée soumis aux formalités de la reconnaissance et de l'arraisonnement.

Art. 38. Toutefois, lorsque l'état sanitaire sera positivement sain, les navires venant d'un port à un autre port du même pays pourront, en vertu des règlements sanitaires particuliers à chaque pays, être affranchis de l'arraisonnement sanitaire.

Art. 39. Pourront également, en temps ordinaire, être affranchis de l'arraisonnement par voie de déclaration échangée entre les nations contractantes, toutes les provenances ou des provenances déterminées allant de l'un des deux pays dans les ports de l'autre.

Art. 40. La reconnaissance et l'arraisonnement seront faits par l'agent que l'autorité sanitaire déléguera à cet effet.

Les résultats en seront consignés sur un registre spécial.

Art. 41. Ainsi qu'au départ, les cas douteux, les renseignements contradictoires seront toujours interprétés dans le sens de la plus grande prudence. Le bâtiment devra être provisoirement tenu en réserve.

Art. 42. L'admission à la libre pratique sera précédée de la visite du bâtiment toutes les fois que l'autorité sanitaire le jugera nécessaire.

Art. 43. Lorsqu'il existera des malades à bord, ils seront à leur demande débarqués le plus promptement possible et recevront les soins qu'exigera leur état.

Art. 44. Si le navire, quoique muni d'une patente nette et n'ayant eu pendant la traversée aucun cas de maladie, se trouvait par la nature de sa cargaison, par son état d'encombrement ou d'infection dans des conditions que l'agent de la santé jugerait susceptibles de compromettre la santé publique, le navire pourra être tenu en réserve jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité sanitaire.

La décision devra être rendue dans les vingt-quatre heures.

Art. 45. Selon les conditions de salubrité du navire, l'autorité sanitaire pourra, si elle le juge convenable, ordonner comme mesures d'hygiène :

Le bain et autres soins corporels pour les hommes de l'équipage.

Le déplacement des marchandises à bord ;

L'incinération ou la submersion à distance dans la mer des substances alimentaires et des boissons gâtées ou avariées, ainsi que des marchandises de nature organique fermentées ou corrompues ;

Le lavage du linge et des vêtements de l'équipage ;

Le nettoyage de la cale, l'évacuation complète des eaux et la désinfection de la sentine.

L'aération de tout le bâtiment et la ventilation de ses parties profondes au moyen de la pompe à air ou de tout autre moyen ;

Les fumigations chloriques, le grattage, le frotage et le lavage des bâtiments ;

Le renvoi au lazaret.

Quand ces diverses opérations seront jugées nécessaires, elles seront exécutées dans l'isolement plus ou moins complet du navire, selon la disposition des plages et des localités, mais toujours avant l'admission à la libre pratique.

A part les formalités de reconnaissance et d'arraisonnement, les bâtiments en transit appartenant aux Hautes Parties contractantes, seront dispensés dans les ports intermédiaires des formalités prescrites pour le départ et l'arrivée.

Art. 46. Sauf les dispositions transitoires énoncées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 4 de la Convention concernant la Turquie d'Europe et d'Asie, ainsi que l'Egypte, tout bâtiment muni d'une patente nette, qui n'aura en mer ni accidents, ni communications de nature suspecte, et qui se présentera dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, sera immédiatement admis en libre pratique.

TITRE V. — Des quarantaines.

Art. 47. Tout bâtiment arrivant en patente brute sera déclaré en quarantaine.

Pourra être mis en quarantaine tout bâtiment arrivant dans les conditions prévues par l'art. 3 de la Convention qui l'assimile à la patente brute.

Art. 48. Nulle provenance ne pourra être mise en quarantaine sans une décision motivée. Cette décision sera notifiée immédiatement au capitaine ou patron du bâtiment.

Art. 49. Sauf la présence à bord de la peste, de la fièvre jaune ou du choléra, un bâtiment aura toujours le droit de reprendre la mer, soit avant d'être mis en quarantaine, soit en cours de quarantaine.

La patente de santé lui sera rendue, s'il n'est pas arrivé au port de destination, et l'autorité sanitaire mentionnera, sur cette patente, la durée et les circonstances de son séjour, ainsi que les conditions dans lesquelles il repart.

Un bâtiment pourra reprendre la mer, nonobstant la présence à bord de maladies ordinaires. Toutefois, l'autorité sanitaire devra s'assurer préalablement si les malades pourront être convenablement soignés pendant le reste de la navigation : ceux qui voudraient rester aux lazarets en auront toujours le droit.

Art. 50. La durée de la quarantaine sera la même pour le bâtiment, les personnes et les marchandises qui y sont assujettis.

Elle se distingue en quarantaine d'observation et en quarantaine de rigueur.

Art. 51. La quarantaine d'observation datera pour les navires et tout ce qui se trouve à bord de l'instant où un garde de santé aura été mis à bord et où les mesures d'aération et de purification auront commencé.

La quarantaine de rigueur datera, pour le bâtiment, les personnes et les choses à bord, du moment où les marchandises assujetties au débarquement auront été enlevées ; pour les marchandises débarquées au lazaret ou dans un lieu réservé, du commencement des purifications ; pour les personnes débarquées, du moment de leur entrée au lazaret.

Une quarantaine commencée à bord pourra toujours être continuée au lazaret.

Art. 52. La quarantaine d'observation se bornera à tenir en observation, pendant un temps déterminé, le bâtiment, l'équipage et les passagers, et elle n'entraînera pas le débarquement des marchandises au lazaret.

Elle aura lieu, pour les hommes à bord du navire ou au lazaret, à la volonté des quarantainiers.

Pendant sa durée, le bâtiment, tenu à l'écart et surveillé par des gardes de santé en nombre suffisant, sera simplement soumis par mesure d'hygiène à une aération convenable, aux lavages et aux soins de propreté générale.

Art. 53. La quarantaine de rigueur ajoutera à la quarantaine d'observation les mesures de purification et de désinfection spéciales, qui seront jugées nécessaires par l'autorité sanitaire.

Elle entraînera, en outre, dans les cas spécifiés par le présent règlement, le débarquement au lazaret des marchandises de la première classe, et selon les circonstances et les règlements locaux, celui des marchandises de la deuxième classe (articles 63 et 64).

Art. 54. La quarantaine de rigueur ne pourra être purgée pour la peste que dans un port à lazaret. Celle qui est imposée à un navire pour cause de malpropreté, en vertu de l'art. 3 de la Convention sanitaire, pourra être purgée dans une partie isolée d'un port quelconque.

Art. 55. La quarantaine pourra être purgée dans un port intermédiaire entre le point de départ et le port de destination, et, en apportant la preuve de cette quarantaine, le bâtiment sera admis à libre pratique.

Art. 56. Le temps de la traversée se comptera, pour tous les bâtiments, du moment du départ, constaté par le livre de bord et attesté par la déclaration du capitaine ou patron du navire.

Art. 57. Tout bâtiment à bord duquel il y aura eu, pendant la traversée, un cas de l'une des trois maladies réputées importables et transmissibles, sera de droit et quelle que soit sa patente, considéré comme ayant patente brute.

Art. 58. S'il y a eu un ou plusieurs cas de choléra pendant la traversée ou pendant la quarantaine, cette quarantaine comptera du moment de l'arrivée et de l'exécution des mesures sanitaires : il ne sera pas tenu compte de la traversée.

Art. 59. Sauf les exceptions temporaires rappelées ci-dessus (art. 46) les marchandises et objets matériels de toute sorte, arrivant en patente nette par un bâtiment en bon état et bien tenu, qui n'a eu ni morts ni malades suspects, seront dispensés de tout traitement sanitaire et admis immédiatement à la libre pratique comme le bâtiment lui-même, les équipages et les passagers.

Art. 60. Sont exceptés les cuirs, les crins, les chiffons et les drilles. Ces marchandises pourront, même en patente nette, devenir l'objet de mesures sanitaires. L'autorité sera juge de ces mesures et en déterminera la nature et la durée.

Art. 61. Sont également exceptés les marchandises et objets altérés ou décomposés.

Conformément au paragraphe 4 de l'art. 45, l'autorité aura le droit de les faire jeter à la mer ou d'en ordonner la destruction par le feu.

Les formalités à remplir dans ce cas seront déterminées par les règlements locaux.

Art. 62. Conformément à l'article 5 de la Convention, et pour l'application des mesures sanitaires les marchandises seront rangées à l'avenir, en trois classes :

Composées la première et seront soumises à ce titre à une quarantaine obligatoire et aux purifications, savoir : les hardes et effets à usage, les drilles et chiffons, les cuirs et peaux, les plumes, crins et débris d'animaux en général, enfin la laine et les matières de soie ;

Seront compris dans la deuxième et assujettis à

une quarantaine facultative, savoir : le coton, le lin et le chanvre ;

Composées la troisième et seront, à ce titre, exemptes des mesures quarantainières, savoir : toutes les marchandises et objets quelconques qui ne rentrent pas dans les deux premières classes.

Art. 63. En patente brute de peste, les marchandises de la première classe seront toujours débarquées au lazaret, et soumises aux purifications.

Les marchandises de la deuxième classe pourront être livrées immédiatement à la libre pratique, ou débarquées au lazaret pour être purifiées, suivant les circonstances et les règlements sanitaires particuliers de chacun des pays contractants.

Les marchandises de la troisième classe étant déclarées libres pourront toujours être livrées immédiatement au commerce, sous la surveillance de l'autorité sanitaire.

Art. 64. En patente brute de fièvre jaune, sans accident pendant la traversée, si cette traversée a été de plus de dix jours, les marchandises seront soumises, par mesure d'hygiène, à une simple aération sans débarquement.

S'il y a eu des accidents, ou si la traversée a été de moins de dix jours, les marchandises pourront être l'objet de mêmes mesures qu'en patente brute de peste, c'est-à-dire débarquées au lazaret et purifiées ; mais cette mesure sera facultative et laissée à l'appréciation de l'autorité sanitaire.

Art. 65. En patente brute de choléra, les marchandises ne seront assujetties à aucune mesure sanitaire particulière ; le bâtiment sera seulement aéré et les mesures d'hygiène, toujours obligatoires, seront observées.

Art. 66. Dans tous les cas de patente brute, les lettres et papiers seront soumis aux purifications d'usage.

Art. 67. Toute marchandise ou objet quelconque provenant d'un lieu sain qui sera contenu dans une enveloppe scellée officiellement et d'une matière non assujettie aux mesures de purification, sera immédiatement admis en libre pratique, quelle que soit la patente du bâtiment.

Si l'enveloppe est d'une substance à l'égard de laquelle les mesures sanitaires soient facultatives, l'admission sera également facultative.

Art. 68. Les animaux vivants resteront soumis aux quarantaines et aux purifications en usage dans les différents pays.

Art. 69. Tout bâtiment qui n'aura pas de patente, lorsque à raison du lieu de provenance il devrait en être muni, pourra, selon les circonstances, être soumis à une quarantaine d'observation ou de rigueur.

La durée de cette quarantaine sera fixée par l'autorité sanitaire.

Elle ne pourra excéder trois jours, si le bâtiment vient d'un lieu notoirement sain et s'il est dans de bonnes conditions hygiéniques.

Les cas de force majeure, ainsi que la perte fortuite de la patente, seront appréciés par l'autorité sanitaire.

Art. 70. Toute patente raturée ou surchargée sera considérée comme nulle, et placera le navire dans les conditions prévues par l'article précédent ; sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre les auteurs des altérations.

Art. 71. Si, pendant la durée d'une quarantaine, et quel que soit le point auquel elle soit parvenue, il se manifeste un cas de peste, de fièvre jaune ou de choléra, la quarantaine recommencera.

Art. 72. Outre les quarantaines prévues, et les mesures spécifiées tant par la Convention du 19 décembre que par le présent règlement, les autorités sanitaires de chaque pays auront le droit, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire, sous leur responsabilité devant qui de droit, telles mesures qu'elles jugeront indispensables pour le maintien de la santé publique.

A défaut de bâtiments spéciaux à terre, elles pourront disposer au lazaret des navires isolés et gardés de manière à empêcher toute communication avec l'extérieur.

TITRE VI. — Des lazarets.

1. Section. — De l'institution et de la disposition des lazarets.

Art. 73. La distribution intérieure des lazarets sera telle que les personnes et les choses appartenant à des quarantaines de dates différentes puissent être facilement séparées.

Art. 74. Des parloirs vastes et commodes permettront d'y recevoir les personnes du dehors qui voudront visiter les quarantainiers, sans préjudice des précautions nécessaires pour sauvegarder la santé publique.

Les grillages seront supprimés ainsi que tout ce qui pourrait influer d'une manière fâcheuse sur le moral des quarantainiers.

Art. 75. Des bâtiments ou corps de bâtiments seront affectés dans les lazarets au service des malades. Ils seront disposés de manière à permettre la séparation des malades et à assurer en même temps les meilleures conditions d'hygiène, notamment l'aération.

Art. 76. Il est interdit de se mettre en communication directe et immédiate avec les personnes et les choses suspectes ou réputées telles, qui sont en quarantaine. Outre les peines portées par les lois et règlements, quiconque aura été en contact avec ces personnes ou ces choses sera déclaré en quarantaine et considéré comme faisant partie de la même provenance, sauf les exceptions que l'autorité

sanitaire croirait pouvoir admettre, et dont elle sera juge.

Art. 77. Tout lazaret doit être pourvu d'eau saine en quantité suffisante pour tous les besoins du service.

Art. 78. Il y aura dans chaque lazaret, ou dans ses dépendances, un endroit convenable destiné aux inhumations.

2. Section. — Du personnel, de la surveillance, et du service intérieur des lazarets.

Art. 79. Les ports et les endroits réservés affectés à la quarantaine des navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises et les établissements quaranténaires, en général, seront placés sous l'autorité immédiate des administrations sanitaires.

Art. 80. Il y aura, dans chaque lazaret, un directeur ou agent responsable, des employés en nombre suffisant pour assurer la discipline sanitaire et des gardes de santé chargés d'exécuter ou faire exécuter les mesures prescrites.

Art. 81. Un médecin sera attaché au lazaret pour visiter et soigner les quaranténaires; et pour concourir par ses conseils à l'exécution des mesures sanitaires.

Art. 82. Les malades recevront dans les lazarets, sous le rapport religieux et médical, tous les secours et tous les soins que l'on donnerait à des malades ordinaires dans les établissements hospitaliers les mieux organisés, sauf à constituer, en quarantaine les médecins et les personnes compromises.

Art. 83. La faculté est laissée à chaque malade de se faire traiter par un médecin de son choix, autre que celui du lazaret; mais, dans ce cas, la visite du médecin étranger aura lieu en présence et sous la surveillance du directeur du lazaret.

Ce médecin devra faire chaque fois, par écrit, à l'office de santé, son rapport sur l'état de la maladie. L'administration enverra néanmoins, de temps en temps, son propre médecin pour visiter le malade, afin de connaître la nature de la maladie.

Art. 84. Les personnes dont l'état de pauvreté sera constaté par l'autorité sanitaire seront non seulement admises, mais encore nourries et traitées gratuitement dans les lazarets.

Art. 85. Chaque lazaret aura un tarif établi par l'autorité et révisé trimestriellement, dans lequel le prix des vivres sera réglé au taux le plus modéré.

Art. 86. Les meubles et effets de première nécessité à l'usage des quaranténaires, leur seront fournis *gratis* par l'administration, immédiatement après leur entrée au lazaret.

Art. 87. Les visites sanitaires du médecin seront gratuites. Les quaranténaires ne payeront que les soins étrangers au service sanitaire.

Art. 88. Outre ces règles générales, l'autorité sanitaire, tout en veillant à la préservation de la santé publique, sera tenue de prendre, par des règlements spéciaux et selon les différentes localités, toutes les mesures convenables pour assurer autant que possible le bien-être des quaranténaires.

3. Section. — Du traitement des marchandises, effets d'usage et des dépêches dans les lazarets.

Art. 89. Les marchandises seront déposées dans des magasins spacieux et parfaitement secs; elles y seront soumises à la circulation de l'air et remuées de temps en temps.

Les balles et les colis seront ouverts, afin que l'air y puisse pénétrer.

Cette aération sera continuée durant toute la quarantaine.

Art. 90. Les marchandises appartenant à des quaranténaires différentes seront séparées, les unes des autres et placées, autant que possible, dans des magasins différents.

Art. 91. Les peaux, les cuirs, les crins, les drilles et chiffons, les débris d'animaux, les laines et matières de soie seront placés dans des endroits éloignés des chambres occupées par les quaranténaires, ainsi que des logements des employés.

En cas d'infection notoire, de malpropreté ou d'altération, ces matières et les marchandises, en général, pourront être soumises à tel moyen de purification que l'autorité sanitaire jugera nécessaire.

Art. 92. Les substances animales et végétales en putréfaction ne pourront jamais être reçues dans les lazarets; elles seront brûlées ou jetées à la mer, conformément aux dispositions de l'art. 61 du présent règlement.

Art. 93. Il y aura dans chaque lazaret des magasins destinés au dépôt des marchandises purifiées.

Art. 94. Les effets des passagers devront être, pendant la durée de la quarantaine, exposés à la ventilation dans des pièces séparées et appropriées à cet effet, sous la surveillance des gardiens.

L'autorité sanitaire veillera à ce que cette opération ne soit négligée dans aucune circonstance.

Art. 95. Les effets à usage, le linge, et tout ce qui aurait servi aux personnes mortes ou atteintes de peste devront être soumis à des purifications plus sévères, aux fumigations de chlore, à l'immersion dans l'eau de mer, à l'action de la chaleur, selon les circonstances et la nature des objets. Il en sera de même dans le cas de toute autre maladie contagieuse.

Art. 96. Les lettres et les dépêches seront purifiées de manière à ce que l'écriture ne soit pas altérée.

Art. 97. Cette opération aura lieu en présence du Directeur du lazaret.

Art. 98. Le droit est réservé aux consuls ou re-

présentants des puissances étrangères d'assister à l'ouverture et à la purification des lettres et dépêches qui leur seront adressées, ou qui seront destinées à leurs nationaux.

Le même droit est réservé à l'administration des postes.

TITRE VII. — Des droits sanitaires.

Art. 99. Seront exemptés du paiement des droits sanitaires déterminés par l'article 1. de la Convention: 1. les bâtiments de guerre; 2. les navires en relâche forcée, même lorsqu'ils sont admis à pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent; 3. les bateaux-pêcheurs; 4. les navires dispensés de l'obligation de se munir d'une patente; 5. les enfants au-dessous de sept ans et les indigents embarqués aux frais du Gouvernement de leur pays ou d'office par les Consuls.

Art. 100. Tout droit sanitaire quelconque, non mentionné dans la Convention, est formellement aboli.

TITRE VIII. — Des autorités sanitaires.

Art. 101. Sauf les dispositions particulières relatives à l'organisation sanitaire de l'Orient (Tit. IX) et conformément à l'article 8. de la Convention qui place les autorités sanitaires sous la direction immédiate du Gouvernement, ces autorités seront établies partout sur des bases uniformes et se composeront: 1. d'un agent responsable du Gouvernement; 2. d'un Conseil local.

Art. 102. L'agent représentera essentiellement le pouvoir central. Il sera pris, autant que possible, dans le corps médical et il aura le titre de *Directeur de la santé*.

Art. 103. Le directeur ou agent sera le chef du service actif; il en aura la responsabilité. Tous les employés seront sous ses ordres. Il veillera à l'exécution des lois et règlements sanitaires; il reconnaîtra l'état sanitaire des bâtiments qui arriveront; il délivrera les patentes de santé à ceux qui partiront; il aura la direction et la surveillance des lazarets et ports de quarantaine.

Art. 104. Le Conseil représentera plus particulièrement les intérêts locaux et se composera des divers éléments administratif et scientifique qui peuvent dans chaque pays veiller le plus efficacement au maintien de la santé publique.

Art. 105. Le directeur ou agent fera de droit partie du Conseil.

Art. 106. Le Conseil exercera une surveillance générale sur le service sanitaire. Il aura spécialement pour mission d'éclairer le directeur ou agent et de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace d'invasion d'une maladie réputée importable ou transmissible; de veiller à l'exécution des règlements généraux ou particuliers relatifs à la police sanitaire, et, au besoin, de dénoncer au Gouvernement les infractions ou omissions.

Il sera consulté sur toutes les questions administratives et médicales; et il concourra, avec le directeur ou agent, à la préparation des règlements locaux ou intérieurs.

Art. 107. Le Conseil se réunira périodiquement aux époques que déterminera l'autorité supérieure, et il sera convoqué extraordinairement toutes les fois qu'une circonstance relative à la santé publique paraîtra l'exiger.

Art. 108. Le directeur ou agent et le Conseil auront pour devoir de se tenir constamment informés de l'état de la santé publique. Ils entretiendront à cet effet, soit directement, soit par des délégués, de fréquents rapports avec l'administration communale, et en recevront toutes les communications nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

Art. 109. En cas de dissidence entre le directeur ou agent et le Conseil, il en sera immédiatement référé au Gouvernement central; toutefois, s'il y a urgence, le directeur ou agent, sous sa responsabilité, pourvoira aux dispositions provisoires qu'exigera la santé publique ou le service.

Art. 110. Il y aura dans chaque pays signataire de la Convention un service d'inspection sanitaire. Ce service, réglé par les Gouvernements respectifs, consistera à visiter les ports du pays, à y prendre connaissance de la marche du service sanitaire, à tenir note des imperfections qui pourraient s'y rencontrer, et à les signaler au Gouvernement.

Art. 111. Dans l'intérêt de la santé publique et pour le bien du service, les autorités sanitaires des pays respectifs, signataires de la Convention du 19 décembre, sont autorisées à communiquer directement entre elles, afin de se tenir réciproquement informées de tous les faits importants parvenus à leur connaissance, sans préjudice, toutefois, des renseignements qu'il est de leur devoir de fournir en même temps aux autorités compétentes et au consul.

TITRE IX. — Dispositions particulières à l'Orient.

Art. 112. Outre les dispositions sanitaires communes et applicables à tous les pays signataires de la conférence, la Turquie d'Europe et la Turquie d'Asie, ainsi que l'Egypte seront l'objet de dispositions particulières, destinées à prévenir le développement de la peste, à arrêter cette maladie quand elle existe, à la signaler et à s'opposer à son introduction dans les autres pays.

Art. 113. Ces dispositions prises dans le double intérêt de l'Orient et des nations en rapport avec lui, consisteront dans le développement des institutions sanitaires établies par le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan et dans la présence des mé-

decins qu'entreprendront en Orient les nations contractantes.

1. SECTION. — *Dispositions relatives à la Turquie.*
Art. 114. S. H. le Sultan promulguera une loi spéciale pour assurer l'existence et régler les attributions des autorités sanitaires de son empire, et en particulier du Conseil supérieur de santé de Constantinople, qui sera maintenu dans son organisation actuelle.

Art. 115. Placé à la tête du service sanitaire, le Conseil supérieur de Constantinople en surveillera les différentes parties et indiquera pour tout l'empire les mesures d'hygiène publique et de salubrité qui seront jugées nécessaires. Il rédigera les instructions qui s'y rapportent, et veillera à la bonne exécution des dispositions prescrites, conformément aux indications de la conférence sanitaire internationale (procès-verbal 29 et annexes), et fixera les lieux où seront établis les divers agents du service sanitaire.

Art. 116. Les puissances intéressées seront représentées dans ce Conseil par des délégués en nombre égal à celui des fonctionnaires Ottomans, et ces délégués y auront voix délibérative.

Art. 117. Le Conseil restera en possession de la prérogative de nommer lui-même et de révoquer les employés sanitaires de tout rang.

Art. 118. Les délégués étrangers accrédités auprès du Conseil, pris autant que possible parmi les hommes spéciaux, seront nommés par leurs Gouvernements respectifs.

Art. 119. L'institution des médecins-inspecteurs chargés de surveiller la marche du service sanitaire sera maintenue. Outre ceux qui existent en Syrie et dans les pachaliks d'Erzeroum et de Bagdad, il en sera établi deux de plus: l'un pour la Turquie d'Europe, l'autre pour l'Asie Mineure. Ils auront leur résidence habituelle à Constantinople.

Art. 120. Les offices sanitaires et les postes de préposés seront maintenus dans leur organisation actuelle. Le nombre des uns et des autres, les lieux où ils seront établis, leur circonscription et leur hiérarchie seront réglés par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

Art. 121. Le droit de recevoir les provenances en patente brute de peste est restreint aux seuls offices centraux, munis de lazaret.

Art. 122. La faculté d'admettre en libre pratique les provenances en patente nette sera maintenue aux postes de préposés, tant que la peste n'existera pas. Cette faculté cessera en temps de peste. Toutefois, ces postes conserveront, en tout temps, la faculté d'admettre les bâtiments de cabotage.

Art. 123. Dans le plus bref délai possible un Code des délits et des peines en matière sanitaire sera promulgué en Turquie par les soins du Gouvernement Ottoman.

Un tribunal spécial, dont l'institution sera concertée entre les Hautes Parties contractantes, connaîtra à l'avenir de toutes les infractions, aux lois et règlements sanitaires, et sera chargé de les juger, le tout sous la réserve expresse des dispositions consignées dans les capitulations et sans qu'il puisse y être porté atteinte.

2. SECTION. — Dispositions relatives à l'Egypte.

Art. 124. L'intendance sanitaire d'Alexandrie, composée des mêmes éléments et établie sur les mêmes bases que le Conseil supérieur de Constantinople, aura des droits et des prérogatives semblables. Comme lui, elle veillera à la santé publique du pays et à l'exécution des mesures qui s'y rapportent, tant à l'intérieur que sur le littoral.

Art. 125. Des inspecteurs sanitaires et des médecins de bureaux seront établis et entretenus aux frais du Gouvernement Egyptien partout où ils seront jugés nécessaires. Les uns et les autres devront être munis de diplômes délivrés par les Universités d'Europe.

3. SECTION. — Dispositions relatives à l'Orient en général.

Art. 126. Les patentes seront délivrées par l'office de santé et visées par les consuls compétents.

Art. 127. Conformément à l'article 21 du présent règlement, il sera formellement interdit à tout bâtiment quelconque d'avoir plus d'une patente.

Art. 128. Le nombre des médecins sanitaires européens actuellement établis en Orient, sera augmenté jusqu'à concurrence de vingt-six, répartis en quatre arrondissements. Les Puissances signataires de la Convention se concerteront ultérieurement avec le Gouvernement de la Sublime Porte, pour l'exécution en commun de cette mesure.

Art. 129. Les médecins sanitaires se divisent en médecins centraux et en médecins ordinaires. Les médecins ordinaires seront répartis suivant le tableau annexé au présent règlement.

Art. 130. Il y aura un médecin central dans chacune des villes de Constantinople, Smyrne, Beyrouth et Alexandrie.

Art. 131. Sans avoir aucune suprématie sur ses collègues, le médecin central sera obligé, outre son service comme médecin sanitaire, de réunir et de coordonner en un rapport général les rapports partiels de son arrondissement. Ce rapport général sera adressé une fois par mois en Turquie, deux fois par mois en Egypte, au corps consulaire local et au Conseil de santé.

Art. 132. En cas de vacance, les médecins centraux seront de préférence pris, à l'ancienneté, parmi les médecins ordinaires du même arrondissement.

Art. 133. Les médecins sanitaires européens

établis en Orient conserveront toute leur indépendance vis-à-vis des autorités locales, et ils ne relèveront, quant à leur responsabilité, que des Gouvernements qui les auront institués.

Art. 134. Les fonctions des médecins sanitaires consisteront:

1. A étudier sous le rapport de la santé publique le pays où ils se trouvent, son climat, ses maladies et toutes les conditions qui s'y rattachent, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies;

2. A parcourir, à cet effet, leurs circonscriptions respectives toutes les fois qu'ils le croiront utile; en Egypte, aussi souvent que possible;

3. A informer de tout ce qui a trait à la santé publique, le médecin central de l'arrondissement, le corps consulaire et, si besoin est, les autorités locales du pays, deux fois par mois en Turquie, toutes les semaines en Egypte.

Dans les cas d'épidémie ou de maladie suspecte quelconque, ainsi que dans les cas extraordinaires en général, le médecin sanitaire expédiera sans délai un rapport spécial à toutes les autorités précitées et à tous les médecins sanitaires et consuls des circonscriptions voisines, et, au besoin, à quelques médecins et consuls plus éloignés, auxquels ces informations pourraient être utiles.

Au surplus, ils seront tenus de se conformer pour les détails aux instructions annexées au présent règlement.

Art. 135. En cas de soupçon de maladie contagieuse, les médecins sanitaires en informeront de suite l'office de santé, et *vice versa*; et, dès ce moment, on établira une consultation médicale dont le résultat sera immédiatement communiqué à toutes les autorités précitées.

Art. 136. De leur côté, les offices de santé, postes, députations, bureaux, etc., auront l'obligation de fournir aux médecins sanitaires, sur tout ce qui a trait à la santé publique, des renseignements réguliers écrits, et ils devront recevoir ces médecins dans les locaux de l'administration sanitaire toutes les fois que ceux-ci jugeront à propos de s'y rendre pour obtenir des renseignements ou des éclaircissements verbaux.

TITRE X. — Disposition relative à l'Amérique.

Art. 137. Dans les pays sujets à fièvre jaune, qui appartiennent aux Puissances signataires de la Convention, et où ne serait pas établi déjà un service médical régulier, il sera institué, par les soins des Gouvernements respectifs, des médecins sanitaires pour y étudier cette maladie, son mode de production et de propagation; rechercher les moyens de la prévenir et de la combattre; en signaler l'apparition aux autorités et constater sa cessation; pour y remplir, enfin, officiellement à l'égard de la fièvre jaune, la mission qu'accomplissent, à l'égard de la peste, les médecins sanitaires de l'Orient.

Article transitoire.

Quand le service des médecins sanitaires de l'Orient, tel qu'il est spécifié, aura été réglé et partagé entre les Puissances contractantes, chacune de ces Puissances nommera aux postes qui lui auront été assignés et dont elle se sera chargée.

Toutefois, les médecins sanitaires établis par la France resteront personnellement en possession des postes qu'ils occupent, et ne seront remplacés par des médecins appartenant à d'autres nations qu'en cas de vacance. La France se réserve également le droit d'opérer entre les médecins actuels telles mutations qu'elle jugerait utiles au bien du service.

Continueront d'être en vigueur, dans les Etats des Hautes Puissances contractantes, les dispositions sanitaires qui ne sont point contraires à la Convention qui précède, et au présent règlement international.

Signé à Paris le même jour et an que dessus.

Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne:

Signé G. MAGNETTO. Signé D. ANELLO Bò.
(L. S.) (L. S.)

Le Ministre des Affaires Etrangères de France
Signé M. is TURCOT.

Pour copie conforme à l'original
Turin, le 9 mars 1852.

Le Premier Officier
du Ministère pour les Affaires Etrangères
JOCTEAU.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la legge del 25 aprile 1859 colla quale ci vennero conferiti poteri straordinari;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Ministro della Guerra e della Marina;
Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

CAPO I. — *Dell' infrazione delle cautele stabilite per impedire l' importazione di morbi contagiosi per via di mare.*

Art. 1. Chiunque introduca nello Stato o faccia in qualunque modo comunicare con quello persona o cose procedenti dal mare e non ammesse ancora a libera pratica, sarà punito colla reclusione, se il legno d'arrivo provenga da paese di patente brutta, e con carcere non maggiore di sei mesi e multa non maggiore di L. 1000, se proceda da luogo di patente netta, salvo l'applicazione, a termini del Codice penale, di quelle maggiori pene, a cui potesse farsi luogo per circostanze aggravanti di ribellione, rottura, uso d'armi o altra violenza qualsiasi.

Art. 2. Chiunque al fine di esimere sé od altri o di sottrarre merci o cose mobili qualunque dalle discipline sanitarie prescritte nei punti d'approdo, forni una patente o una carta sanitaria qualsiasi falsa, o ne falsifichi una vera, o faccia uso di patenti, cui sapesse false o falsificate, sarà punito colla reclusione.

Incorrerà nella stessa pena il Capitano il quale collo scopo medesimo occultasse la propria patente o ne producesse una non sua, comunque regolarmente spedita e non alterata nella forma.

Art. 3. Qualunque Agente del Governo all'estero e qualunque Ufficiale od impiegato sanitario il quale nell'emettere un certificato o una dichiarazione, o nel fare una relazione in materia sanitaria, alterasse scientemente o dissimolasse i fatti in modo da esporre a pericolo la salute pubblica, sarà punito colla reclusione.

La pena sarà di carcere e multa se gli Agenti o Ufficiali sunnominati abbiano, per colpevole negligenza, ommesso d'informare le Autorità competenti di fatti ad essi noti, li quali potessero essere cagione di pericolo alla salute pubblica, ovvero abbiano permesso o tollerato che venissero in qualunque modo violati o trascurate le discipline sanitarie.

Ai reati contemplati nella presente legge, ove siano commessi da Agenti all'estero non sudditi, sarà applicabile il disposto nell'art. 7 del Codice penale.

Art. 4. Chiunque risponda falsamente alle interrogazioni che gli siano fatte dagli Ufficiali sanitari ai luoghi d'approdo, e nasconda a disegno, o altri fatti, li quali esposti secondo verità avrebbero potuto essere cagione che la nave e gli individui di bordo fossero soggetti a contumacia, sarà punito come segue:

Se la falsità si riferisce a casi di malattia a bordo anche di bastimenti con patente netta, avvenuti nel tragitto, e che appartengano alla classe di morbi, verso cui sono prescritti contumacie ed espurghi, colla reclusione.

Se la falsità si riferisce a sostanze alterate o corrotte che facciano parte del carico, col carcere da quindici giorni a tre mesi, e con multa da lire 100 a mille.

E per qualunque altro caso di dichiarazione falsa, col carcere da dieci giorni a due mesi, e con multa non maggiore di lire 1000.

Però se la dichiarazione anzidetta apparisse scompagnata dal proposito di far frode alla legge sanitaria, e di fatto non avesse apportato alcun danno, si potrà discendere a pene di semplice polizia.

Art. 5. I medici sanitari destinati dai regolamenti a bordo dei piroscafi, che trasportano passeggeri i quali occultassero alle Autorità sanitarie del luogo di approdo le circostanze che erano a loro notizia sulle malattie contagiose o sospette dominanti nel luogo di partenza o negli scali intermedi toccati dalla nave, o quando tacessero i casi di malattia o di morte avvenuti a bordo durante il tragitto, saranno puniti come segue:

Se per causa della loro deposizione o del loro silenzio il bastimento, che avrebbe dovuto sottoporsi a quarantena di rigore, fu invece ammesso a libera pratica, colla reclusione.

E col carcere da tre mesi a due anni, se il bastimento avrebbe dovuto sottoporsi a quarantena di osservazione.

La pena potrà essere ridotta a semplice multa non maggiore di lire 250, se per le risposte date, o per le circostanze ommesse non avesse potuto derivare alcuna diversità nel trattamento contumaciale da imporsi alla nave.

Art. 6. Il medico sanitario, il quale non abbia tenuto nelle forme prescritte, o non presenti alle Autorità sanitarie del luogo di arrivo il giornale indicato nell'art. 62 del Regolamento sanitario internazionale, sarà punito con multa estensibile a L. 500.

Art. 7. Chiunque in occasione di visite sanitarie a bordo nascondesse oggetti che a termini delle disposizioni vigenti dovessero sottoporsi a disinfezione ed espurgo, sarà punito col carcere non maggiore di tre mesi, e con multa estensibile a lire 500.

Se il nascondimento è avvenuto per disattenzione e negligenza del Capitano, potrà quest'ultimo, ab-

benchè ignaro del fatto, essere condannato a multa estensibile sino a lire 500.

Art. 8. Chi avrà con proposito deliberato rotta una contumacia sarà punito come segue:

Se la contumacia sia di rigore, colla reclusione.

Se la contumacia sia di semplice osservazione, col carcere non minore di sei mesi.

La pena sarà di multa non maggiore di L. 250, se la violazione sia accaduta per imprudenza o disattenzione.

Art. 9. S'intende rotta una contumacia quando un individuo, in quella compreso, si metta a contatto con persone di libera pratica, o dia alle medesime oggetti ancora sottoposti a quarantena, o quando un individuo in pratica si metta in comunicazione con persone o con oggetti in quarantena, e torna poi a comunicare con persone in pratica.

Art. 10. La violazione dei recinti quarantenari e dei lazzeretti sia che avvenga per parte dei quarantenanti, li quali eludendo le vigilanze consuete, si rechino in luoghi di pratica, sia che accada per parte d'individui che entrino indebitamente in recinti, se non è seguita da alcuna comunicazione, è punita col carcere non eccedente un mese, ovvero con multa non eccedente le lire 250.

CAPO II — Dell'introduzione per via di mare di materie dannose alla pubblica sanità.

Art. 11. Il Capitano di bastimento che non dichiarerà all'Ufficio di sanità nel punto di approdo le qualità delle materie componenti il suo carico, sarà punito come segue:

Se le materie del carico sono di loro natura soggette a corruzione o putrefazione, o si compongono di pelli, cuoia e spoglie di animali, siano fresche, secche o salate, colla pena del carcere da quindici giorni a tre mesi, o con multa dalle lire 250 alle lire 2000.

Se di sostanze non soggette di loro natura a decomposizione, fermentazione o corruzione, colle pene di semplice polizia.

Art. 12. La pena sarà di un anno di carcere e della multa di lire 500 a 2000, quando le materie non dichiarate già fossero a saputa del Capitano corrotte e degradate, in modo da riuscire pregiudizievole alla pubblica sanità.

Art. 13. Se per effetto della dichiarazione di cui all'art. 11 si sarà effettuato lo sbarco o l'introduzione di oggetti nocivi all'insaputa dell'Autorità sanitaria del luogo, la pena stabilita nell'articolo precedente sarà aumentata di un grado.

Art. 14. Quando per effetto dell'introduzione di sostanze alimentari e bevande guaste o corrotte, di medicinali alterati o sofisticati, e di pelli e cuoia infette da carbonchio, ne siano derivati casi di morte o di malattie, il Capitano sarà punito col carcere per tre anni e colla multa di lire 3000.

Art. 15. Il Capitano di bastimento che si rifiutasse di distruggere o gettare in mare la parte del carico giudicata nociva alla pubblica sanità, sarà punito con multa da lire 200 alle 2000.

Art. 16. Gli Ufficiali e gli Agenti sanitari, li quali avessero permesso o tollerato lo sbarco e introduzione di oggetti saputi nocivi alla pubblica sanità, saranno puniti col carcere da uno a tre anni.

Colla stessa pena saranno pure puniti i periti chiamati d'ufficio, i quali colle loro dolose dichiarazioni avessero contribuito allo sbarco ed introduzione dianzi indicati.

CAPO III — Della violazione delle regole relative alla polizia di bordo.

Art. 17. Il Capitano che intraprenda un viaggio di lungo corso o di grande cabotaggio senza essere munito della cassetta di medicinali prescritta dai Regolamenti sanitari, e della dichiarazione del perito chimico designato dall'Autorità sanitaria del luogo di partenza, che comprovi la qualità e quantità di detti medicinali, sarà punito con multa estensibile a lire duecento cinquanta.

Art. 18. Il Capitano che in un viaggio di lungo corso o di grande cabotaggio imbarchi un numero di passeggeri eccedente quello stabilito dai vigenti Regolamenti, in relazione alla portata, dimensione e capacità del bastimento, sarà punito col carcere da uno a tre mesi, e con multa per ogni passeggero eccedente, dalle lire cento alle lire cinquecento.

Art. 19. Il Capitano che salpasse per lunghi viaggi con passeggeri a bordo senza che prima siano stati sottoposti alla visita sanitaria a termini dei Regolamenti, o che avesse imbarcato clandestinamente individui senza curarne l'iscrizione sulla patente di sanità, sarà punito con multa dalle lire cento alle cinquecento.

Art. 20. Il Capitano che avesse imbarcato o trasportato individui che dalla visita sanitaria fossero stati prima riconosciuti affetti da malattie contagiose, o in altro modo pericolose per la salute delle persone a bordo, sarà punito col carcere da uno a tre mesi e con multa estensibile a lire cinquecento.

Qualora si tratti di malattia annoverata fra quelle contro le quali sono dalla legge prescritte contumacie ed espurghi, la pena sarà della reclusione.

Art. 21. Il Capitano convinto d'aver lasciato mancare per propria colpa i viveri necessari al sostentamento delle persone del suo bordo, o di non aver rinnovato negli scali intermedi le provviste alimentari alterate e l'acqua corrotta, quando ne aveva la possibilità, sarà punito col carcere da tre mesi a due anni e con multa estensibile a L. 1000.

Art. 22. Il Capitano che, levata l'ancora, o lungo il viaggio, contenesse volontariamente alle disposizioni prese dall'Autorità sanitaria locale, e ad esso comunicate per lo sgombrò del corridoio destinato agli alloggi dei passeggeri a bordo, o in altro modo variasse le dimensioni e la posizione delle cucette in opposizione a quanto è prescritto dai Regolamenti sul trasporto dei passeggeri, sarà punito col carcere da uno a tre mesi e con multa da lire cento a cinquecento.

Art. 23. Il Capitano il quale non siasi munito del numero dei salvagente e di imbarcazioni prescritto dai Regolamenti, in proporzione della portata della nave, sarà punito con multa da lire duecentocinquanta a mille.

Se durante la traversata si sia verificata alcuna disgrazia a cui si sarebbe potuto riparare quando si fossero trovati a bordo gli oggetti come sopra mancanti, alla pena della multa sarà aggiunta quella del carcere estensibile a mesi sei.

Art. 24. Il Capitano che abbia ingannato l'Autorità sanitaria del luogo di partenza, facendo dichiarazioni false o incomplete, o adoperandosi in altro modo qualunque per esimersi dalle ispezioni sanitarie di bordo dirette ad accertare le condizioni igieniche della nave, la qualità dei viveri e la capacità della nave relativamente al numero delle persone imbarcate, sarà punito con multa da lire cento a cinquecento.

Art. 25. Il Medico sanitario di bordo convinto di essersi rifiutato all'assistenza dei malati a bordo, o di avere commesso altre gravi mancanze nello adempimento dei doveri ad esso imposti dai relativi regolamenti, sarà punito col carcere da uno a sei mesi, o con multa da lire cento a cinquecento.

CAPO IV — Delle attribuzioni delle Autorità sanitarie in ordine alla polizia giudiziaria ed ai giudizi di semplice contravvenzione.

Art. 26. Gli Agenti del servizio sanitario eserciteranno esclusivamente la polizia giudiziaria per ogni qualsiasi reato nei lazzeretti, nei luoghi destinati alla contumacia ed altri riservati.

Nelle altre parti del loro distretto la eserciteranno per i reati contro la sanità marittima in concorrenza cogli Ufficiali di cui all'art. 44 del Codice di procedura criminale.

Non potranno esercitare queste funzioni prima di avere prestato giuramento avanti al Tribunale provinciale.

Art. 27. I reati per infrazione alle leggi sanitarie sono giudicati dai Tribunali ordinari, fatta solamente eccezione per le contravvenzioni di semplice polizia commesse nel recinto dei lazzeretti e altri luoghi riservati, il giudizio delle quali apparterrà alle Autorità sanitarie.

Art. 28. Il Commissario di sanità del Porto di Genova, e i Consoli di marina nelle altre Direzioni marittime, conosceranno delle anzidette contravvenzioni, assistiti il primo da un applicato di sanità, e i secondi dal Vice-Consolo o da altro impiegato degli Uffici sanitari che verranno chiamati a fare ufficio di segretari.

Art. 29. Dalle sentenze proferite dal Commissario

o dai Consoli si darà appello al Direttore generale di Genova, al quale si aggiungeranno due Delegati del Consiglio sanitario marittimo.

Un terzo delegato pure da questo Consiglio medesimo sosterrà la parte di pubblico Ministero.

Le funzioni di segretario saranno adempite da un Agente od impiegato del servizio sanitario a tal uopo designato dal Direttore generale.

L'appello dovrà essere notificato entro otto giorni da quello in cui fu pronunciata la sentenza, all'Ufficio del Commissario o del Consolo che hanno pronunciato la prima sentenza, e questi ne darà avviso al Direttore generale, che fisserà il giorno per la nuova discussione, e per la spedizione dell'appello.

Art. 30. Le citazioni si faranno mediante semplice avviso sottoscritto dall'Autorità che procede, e verranno intimato tanto ai contravenienti quanto ai testimoni per opera di una guardia sanitaria a ciò destinata dalla stessa Autorità.

Il procedimento si farà in modo al tutto sommario, sentito però sempre l'imputato nelle sue difese.

Art. 31. Ove l'imputato non comparisse in persona né per mezzo di procuratore speciale, sarà giudicato in contumacia.

Qualora però fosse impedito di comparire per causa delle regole sanitarie, si sospenderà il giudizio finchè abbia terminata la quarantena.

Ove poi fosse impiegato in un lazzeretto od altro luogo di riserva, per cui fosse tenuto ad abitale sequestro, se non si costituisce un procuratore, gli verrà questo assegnato d'ufficio.

CAPO V. — Disposizioni generali.

Art. 32. Ogni infrazione delle leggi e dei regolamenti sanitari marittimi, per cui non è stabilita nella presente legge una pena speciale, è punita con pene di polizia.

Art. 33. Per qualunque reato contemplato nella presente legge, senza speciale designazione di persona, si applicherà sempre il massimo della pena, se i colpevoli abbiano un impiego o ufficio sanitario qualunque.

Art. 34. Qualunque Comandante della forza pubblica, il quale richiesto dalle Autorità sanitarie ricusasse di far agire per un servizio a queste affidato la forza posta sotto i suoi ordini, sarà punito a termini dell'art. 233 del Codice penale.

Ogni altra persona che, richiesta in caso d'urgenza, abbia ricusato la sua cooperazione per servizio sanitario, sarà punita con multa estensibile a lire duecento.

Art. 35. Le infrazioni previste nella presente legge saranno esenti da qualunque pena, qualora non fossero commesse che per forza maggiore, o per portar soccorso in caso di grave pericolo, purchè siano stata immediatamente fatta la dichiarazione all'Autorità competente.

Art. 36. Potrà anche essere liberato da ogni inquisizione o pena colui che, avendo dapprima alterato la verità o trascurato di dirla nei casi preveduti dalla presente legge, riparerà l'ommissione o ritratterà il già detto avanti che siano potuto risultare verun danno per la pubblica sanità, o che siano conosciuti i medesimi fatti per altra via.

Art. 37. Le disposizioni contenute nella presente legge, in cui è fatto menzione dei Capitani, saranno applicabili ai Padroni di bastimento.

Art. 38. È derogato all'Editto dell'11 ottobre 1851 e ad ogni altra disposizione delle leggi e regolamenti in quanto sono contrarii alla presente.

Ordiniamo che la presente legge, munita del Sigillo dello Stato, sia inserita nella Raccolta degli Atti del Governo, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare.

Dato a Torino il 31 luglio 1859.

VITTORIO EMANUELE.

ALFONSO LA MARMORA.

Torino, Tip. G. Favale e Comp.